

Discours de M. François Mitterrand, Président de la République à l'occasion du 30ème anniversaire du Traité de l'Élysée, sur l'importance de l'entente franco- allemande pour la construction et l'élargissement de l'Europe, en matière de défense, de politique étrangère et en matière économique et monétaire, Bonn le 31 janvier 1993.

Monsieur le Président,

- Monsieur le Chancelier,

- Mesdames et messieurs,

- Vous imaginez aisément le plaisir que j'éprouve, le plaisir qu'ont tous ceux qui m'ont accompagné en ce jour, de jouir de votre hospitalité dans une circonstance de cet ordre et dans le cadre de votre nouveau musée fédéral dont le directeur a déjà marqué de son empreinte notre centre Pompidou. Je vois d'ailleurs dans cet itinéraire personnel un symbole de ce que nous avons rendu possible.

- Parmi les nombreuses personnalités que vous avez réunies pour cet anniversaire et que je salue, certaines figurent parmi les concepteurs et, en tout cas, parmi les artisans de la réconciliation franco-allemande, et se recrutent dans les milieux les plus divers mais animés par la même foi. D'autres ont apporté leur contribution au Traité de l'Élysée et plus généralement à ce dialogue exceptionnel qu'entretiennent nos deux pays. D'autres enfin représentent les forces vives des relations actuelles entre l'Allemagne et la France.

- Vous avez rappelé, monsieur le Chancelier, la signification et la portée du Traité conclu il y a trente ans. Je redirai seulement, après vous, qu'au lendemain de la guerre, Allemands et Français se sont trouvés devant un choix fondamental : soit ils renouaient avec les politiques nationales de puissance, de rivalité et d'affrontement, soit ils innovaient radicalement et s'engageaient dans une voie inédite que personne n'avait connue, celle de la coopération.

- Et c'est cette deuxième voie qu'ont choisie ceux qui l'ont faite - cette réconciliation - ceux qui ont abouti à ce Traité que nous célébrons aujourd'hui. On sait que ce qui a été fait à l'époque était nécessaire à tel point que nous le trouvons tout à fait normal, à force de répéter, de commenter, oui, presque banal. Et pourtant, cela fut un choix exceptionnel.

- Ce Traité fournissait un cadre souple et ambitieux. Les gouvernements allemands et français qui se sont succédé ont rempli peu à peu ce cadre. Nous-mêmes - monsieur le Chancelier, je tiens à vous rendre hommage, je me souviens de nos conversations de l'époque et de votre ténacité à chaque étape des relations entre nos deux pays - nous avons contribué à faire vivre et même à compléter ce Traité, dont de nombreuses dispositions fort importantes étaient restées inappliquées. Et nous avons déjà célébré ensemble les 20 et 25ème anniversaires du Traité de l'Élysée, de telle sorte que nous avons presque tout dit ! Sinon que cinq ans de plus, après cinq ans, montre bien que le sillon se creuse, que le ciment prend.\

Lorsque voici cinq ans, à Paris, nous décidâmes la création d'un Conseil de défense et de sécurité

Lorsque voici cinq ans, à Paris, nous décidions la création d'un Conseil de défense et de sécurité commun et d'un Conseil économique et financier, nous donnions à la concertation qui existait déjà une dimension nouvelle.

- Après avoir mis en vigueur les clauses de 1983, nous avons continué d'aller de l'avant : la brigade, puis le corps franco-allemand à vocation européenne dont vous venez de parler. Initiative qui a suscité de multiples réserves et pourtant cette unité à laquelle d'autres Européens viendront se joindre aura la capacité d'agir aussi bien dans le cadre de l'OTAN qu'au service de l'Union de l'Europe occidentale, prouvant dans la pratique, dans la vie quotidienne et dans l'action, que la conciliation entre identité européenne de défense, cohésion de l'Alliance et amitié franco-allemande sont des notions parfaitement compatibles, qui ne s'excluent pas l'une l'autre. Conclu à l'époque où l'Allemagne était encore divisée, le Traité de l'Elysée garde tout son sens aujourd'hui. J'entends encore certains esprits chagrins dire, se complaire à répéter que l'unification de votre pays a mis en péril, à un moment donné, l'amitié entre l'Allemagne et la France. Nous avons vécu cela. Bien entendu, nous avons discuté des conditions dans lesquelles cette unité se réaliserait et nous n'étions pas les seuls à poser des questions et il s'en posait par rapport, précisément, à l'Alliance atlantique et il s'en posait avec les autres partenaires, c'est-à-dire avec les autres pays tutélaires, qui garantissaient les accords de 1945. Mais, vous et moi, nous avons constamment tenu la rampe. Et dès lors qu'il a été possible d'accorder les objectifs les plus divers, garantir les frontières, obtenir tous les consentements, difficiles à obtenir, de certains de nos partenaires, on peut dire que tout a été fait dans le sens de l'histoire qui s'imposait. Et que si nous ne voulions pas, nous particulièrement Français, rompre quelque ligne que ce soit d'entente, soit avec les Américains, les Anglais, soit avec les Russes, il n'en reste pas moins que l'amitié franco-allemande, autour de l'unité allemande, dont j'ai déclaré dès le 3 novembre 1989, c'est-à-dire six jours avant la chute du mur de Berlin, qu'elle était légitime, était nécessaire.

- Je dois dire que j'ai entendu un certain nombre de voix s'élever à l'époque en France, qui me reprochaient très vivement cette rapidité - et donc cette imprudence ! - et il continuait à y avoir une sorte de méfiance à l'égard de l'Allemagne. Mais je suis rassuré quand j'entends ces mêmes voix reprocher aujourd'hui au Président de la République d'avoir compromis, à l'époque, et pour quelques jours, une amitié qu'ils n'hésitaient pas à mettre en cause.

- L'amitié entre l'Allemagne et la France a duré, elle a surmonté les obstacles et il y a toujours des obstacles, (quelle est cette histoire en sucre candi qu'on nous raconte si souvent, comme si tout accord était préalable à la discussion, à la convention, à la rencontre ?) et qui se choqueraient que quelques heures, quelques jours, quelques semaines, même quelques mois, soient nécessaires parfois pour aligner deux histoires qui furent souvent contradictoires, antagonistes, jusqu'à la guerre ?

- En tout cas cette amitié représente aujourd'hui dans le monde, en Europe en tout cas mais dans le monde aussi, une force considérable. Et je le pense, quand même une sorte d'exemple, une référence, pour surmonter les divisions qui divisent notre continent.

- C'est une entente exceptionnelle. Le Traité de l'Elysée l'a favorisée. Des consultations régulières s'en sont suivies, et nous avons constamment avancé, vous avez rappelé les étapes principales de l'époque qui s'est déroulée au cours de ces trente ans.

Je crois notamment, vous l'avez suggéré, que le Traité conclu à Maastricht le 7 février 1992 a beaucoup dû à la vision que partagent nos deux pays sur l'avenir de l'Europe. C'est en effet de notre initiative commune, formulée précisément dans l'hiver 1989 - 1990 - au moment où vous avez proclamé haut et fort que l'unité allemande devait s'harmoniser avec l'unité de l'Europe et de la Communauté - c'est à cette époque qu'est née l'idée et qu'a commencé la réalisation des deux conférences intergouvernementales sur l'Union économique et monétaire et sur l'Union politique, d'où devait sortir le Traité de Maastricht.

- Ce traité d'Union européenne, dont nous attendons la prochaine ratification par les deux derniers Etats-membres qui ne l'ont pas encore fait, introduira, je le pense, plus de démocratie et plus de transparence dans cette Europe devenue elle-même plus proche des citoyens. Il n'est pas trop tôt pour penser, dès ce jour où nous sommes, à sa mise en oeuvre dans de nouveaux

domaines d'action - à douze je l'espère - et en tout cas à vous et à nous, sans oublier tous ceux qui avec nous, huit autres pour l'instant (il y en aura davantage, rappelez-vous notre conversation d'Edimbourg) qui ont déjà marqué leur volonté irrécusable de poursuivre la route.\

Ainsi est fixé l'objectif d'une politique étrangère et de sécurité communes & c'est dans le Traité. En nous assignant cette ambition, nous mesurons la difficulté, mais aussi la nécessité. Le drame traversé par les peuples de l'ancienne Yougoslavie, fait ressentir plus que jamais les dangers que nous avons rencontrés, les dangers qui surviendraient de nouveau sûrement si nous nous séparions. Déjà nous faisons tout ce que nous pouvons pour la paix, entre Européens, et au sein des Nations unies.

- Comme nous voudrions que l'Europe, son poids, son influence soient déjà ce que nous ambitionnons qu'ils deviennent. Mais il y a des réalités qui font qu'une politique étrangère commune exigera un long apprentissage et une gestation qui ne fait que commencer, qui connaîtra à son tour bien des heurts. La patience, l'obstination, la foi dans l'objectif à atteindre permettront de les surmonter, j'en suis sûr.

- Le seul fait, par exemple, que le drame yougoslave n'ait pas réveillé les rivalités ancestrales de nos peuples, précisément dans ce domaine, que le poids des alliances dans les guerres qui ont déchiré notre continent, ait été finalement moins lourd que la volonté de construire pour demain, en accord entre vous et nous et les autres, montre bien que nous avons déjà parcouru un long chemin. En toute autre époque, imaginez les déchirements qui s'en seraient suivis entre les principales puissances de l'Europe.

- Dans cette perspective nous savons que l'on jouera tout rôle que l'on attend de nous dans l'Europe unie et nous suivons avec le plus grand intérêt le débat qui se déroule actuellement dans votre pays sur la possibilité de participer à l'avenir à des opérations militaires d'un certain type, et dont la définition devra être établie.\

Elaborer, mettre en oeuvre une politique étrangère et de sécurité commune, suppose de définir en priorité, outre le calendrier d'élargissement de la Communauté, une attitude européenne envers les pays d'Europe centrale et orientale, la Russie et les Etats de la Communauté des Etats indépendants, les Républiques baltes, le rôle du Conseil de l'Europe, celui de la CSCE & tous ces sujets sans prétendre être exhaustif sur lesquels on attend de l'Allemagne et de la France qu'elles parlent d'une seule voix.

- Tous ces sujets, vous les avez abordés, c'était bien normal. J'ai toujours pensé que nous devrions procéder par la mise en place de cercles concentriques, le centre étant la Communauté, qu'il fallait rechercher - en même temps que nous approfondissions et renforçons les structures de la Communauté (on ne peut pas mener une politique qui détruirait celle qui a déjà porté ses fruits, on ne peut donc pas élargir en transformant le contenu, en détruisant la substance même de ce qui fait la force de la Communauté) et c'est l'oeuvre de Maastricht, l'Union européenne - rechercher, accepter, en tout cas, débattre avec ceux qui le veulent, les autres démocraties, dont l'état économique et l'évolution politique le permettent, rechercher le plus tôt possible les adhésions nouvelles. Bien entendu, ces adhésions ne peuvent être réalisées que sur la base des accords déjà souscrits - on ne va pas revenir en arrière - ce qui veut dire que tout nouvel adhérent de la Communauté aura déjà considéré comme acquis les résultats de Maastricht. Mais, plusieurs l'ont déjà fait savoir et l'Europe des Treize, Quatorze, Quinze, Seize et autres, en attendant d'autres propositions.

- Mais cela, c'est la Communauté avec ses règles, ses contraintes, sa discipline, ses exigences & elles sont lourdes, mais, seules elles ouvriront l'histoire des lendemains. Puis, il y a les autres, dont vous avez parlé, ceux qui ne sont pas encore en situation de concurrence économique, en situation de supporter le marché unique qui vient de s'ouvrir le 1er janvier 1993, qui s'y ruinaient, qui ont besoin de renforcer leur propre structure, mais qui dans l'intervalle, bien entendu, ont également besoin de la collaboration, de l'assistance, de l'amitié, du concours des pays de la Communauté, qu'il ne faut pas leur refuser.

- J'ai pensé que si cela devait prendre quelque temps, il faudrait éviter d'avoir d'un côté l'énorme force d'une communauté de quelque 350 millions d'habitants et l'isolement de quelques pays

encore pauvres, qui souffrent encore, cruellement, du temps qu'ils ont vécu sous la tutelle de l'Empire soviétique, sous son autorité directe et qu'il convenait de rechercher dès maintenant de quelle façon on pourrait associer tous ces pays dans certaines oeuvres communes qui n'auraient pas la dimension, qui ne comprendraient pas les contraintes de la Communauté telle qu'elle existe, mais qui ouvriraient un dialogue - politique, économique et culturel, sur l'environnement - permanent entre les pays de l'Europe.

- Mais, tout ceci (qui se fera, sans aucun doute, il faudra encore du temps pour en convaincre les principaux intéressés) est la voie de l'avenir. Pour que la Communauté soit ouverte, il faut qu'elle soit sérieuse, il ne faut pas qu'elle se disperse, il ne faut pas qu'elle se dissipe, elle doit maintenir ses propres exigences. Mais, elle doit dire à tous les peuples de l'Europe - dès lors qu'ils auront choisi un système démocratique et les choses sont en train de se faire - vous êtes aussi européens que nous et votre place est là !\

Je n'oublie pas, avant de déterminer, qu'un des éléments clefs du Traité de Maastricht, c'est l'Union économique et monétaire. Ce qui est en jeu pour nos deux pays, pour l'Europe et pour le monde, n'est rien de moins qu'une monnaie forte et stable, la monnaie du plus grand ensemble économique mondial et peut-être la meilleure monnaie du monde, des échanges encore multipliés, facilités, débarrassés des incertitudes actuelles, qui sont naturellement liées aux variations des changes, un pôle d'équilibre pour le système monétaire international qui en a bien besoin £ et par rapport à la turbulence actuelle, mais occasionnelle, une garantie absolue, je dirais même la seule, contre les spéculations qui jouent sur la diversité de nos monnaies, sans considération pour les réalités économiques fondamentales, sans aucun respect pour les Etats, ni pour les peuples, simplement pour créer un désordre dont on espère tirer d'immenses profits indus.

- Et je suis sensible à l'attitude de l'Allemagne qui, logique avec elle-même, a démontré son choix européen et son choix pour l'amitié franco-allemande, en restant toujours présente face aux assauts qui, après avoir emporté plusieurs monnaies européennes, ont voulu s'attaquer aux dernières forteresses, en particulier, à la monnaie française qui ne méritait pas, en raison de sa réalité économique forte et des indices qui se trouvent parmi les meilleurs d'Europe, de subir ces assauts. C'est l'amitié franco-allemande qui a permis de franchir cette étape et qui le permettra de nouveau dans les mois à venir £ en tout cas pressons-nous de conclure les systèmes dont nous avons le plus grand besoin.

- Nous avons, à cet égard, le même intérêt et je crois que l'ensemble des pays, ceux qui espèrent adhérer un jour, bientôt ou plus tard, misent tout autant que nous sur le succès de l'entreprise. J'irai plus loin, monsieur le Président, monsieur le Chancelier, notre relation particulière va pouvoir encore prouver sa force dans cette affaire.

- Nous savons tous qu'il convient de mettre en place une convergence accrue de nos politiques économiques. On a pu dire, à l'extérieur, que ce serait un handicap pour nos économies £ nous prouverons le contraire par le progrès et le mouvement.

- Voilà bien des éléments qui nous permettront, dans la ligne du Traité de l'Elysée, de donner des assises plus fortes encore à une Communauté unie et solidaire ! Nos Etats, mesdames et messieurs, ont été longtemps plus jaloux de leurs prérogatives dans ces domaines financiers, économiques, que dans d'autres.\

Mais vraiment je le crois, on ne peut pas juxtaposer, surtout en matière de politique étrangère, douze façons d'assurer la libre circulation des capitaux, des marchandises et surtout des personnes, en faveur de laquelle - je parle de la circulation des personnes - la République fédérale et la France avaient pris des initiatives dès 1984, (cela ne date pas d'hier), par exemple, afin de lutter contre la criminalité internationale organisée, de prévenir l'immigration clandestine dont les débordements sont souvent générateurs de tension, de définir plus largement des politiques d'immigration et de visa.

- Enfin ! Il y tant de domaines à traiter qu'il serait vraiment trop long pour vous et pour moi de les traiter tous ce matin : citoyenneté, progrès sociaux, politiques industrielles, politique de l'environnement, tout cela s'imbrique et complète le système que nous avons tenté de décrire. Et voilà nous arrivons ! Devons nous faire plus ? Sans aucun doute !\

voilà, nous y arrivons ! Pouvons-nous faire plus ? Sans aucun doute !\

J'approuve ce que vous avez dit, monsieur le Chancelier, sur la culture, l'enseignement supérieur, les jumelages, les coopérations entre Länder, régions, écoles, villes, parlements & l'office franco-allemand pour la jeunesse a encore à poursuivre sa tâche & il y a beaucoup d'autres possibilités & la chaîne ARTE, l'apprentissage de nos langues respectives dans une Europe multilingue, les lycées qui préparent aux deux baccalauréats... la liste est longue. Un anniversaire est propice à la mémoire, mais aussi aux projets et l'essentiel maintenant de notre devoir est de dépasser toutes les passions du moment, toutes les humeurs aussi, - nos politiques intérieures en sont pleines, d'ailleurs pourrait-il y avoir politique intérieure sans humeurs et donc sans variations ? Car il y a quelques lignes qu'il faut savoir préserver, dont nous comptons bien être les garants. Il faut non pas parier ce n'est pas un pari, il faut vouloir que l'oeuvre entreprise soit perpétuée et couronnée par d'autres réussites. Rien de ce qui a été fait ne nous permet de relâcher l'action, il reste tant à faire. C'est pourquoi la mémoire que nous célébrons aujourd'hui, c'est aussi comme l'affirmation de l'avenir.

- Nos peuples sont deux grands peuples. Ils ont beaucoup pesé sur l'histoire du monde. Ils vont continuer, ils garderont leur réalité, nationale, et cependant ils seront plus grands et plus forts par cette réalité nouvelle dont ils auront inspiré l'Europe. Les forces d'unité, de coopération prévaudront sur les facteurs de dislocation et de rivalité. Nous cherchons la stabilité, mais aussi la liberté, et pourquoi pas, un peu de sagesse dans le monde. Voilà une ambition qu'il sera toujours très difficile de réaliser : la sagesse du monde.

- Nous n'aurons fait que quelques progrès : d'autres en feront après nous, mais j'espère que nous ne verrons pas d'autres choisir la folie du monde. A tout moment, cette dialectique existe, comme toute dialectique entre la vie et la mort, entre l'espoir et la désespérance. Nous avons choisi & c'est ce choix que nous célébrons, monsieur le Président, monsieur le Chancelier, mesdames et messieurs, et qui nous permet de dire, comme vous l'avez fait vous-même, monsieur le Chancelier, en toute tranquillité d'esprit : vive l'amitié entre l'Allemagne et la France, vive l'Europe.\